Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

38

Vol. 31 no 37 | Edmonton, semaine du 17 au 23 octobre 1997 | 16 pages | 60c

6ièmes Jeux francophones de l'Alberta

Edmonton sera la région hôte

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

C'est finalement à Edmonton que se dérouleront les sixièmes Jeux francophones de l'Alberta du 15 au 18 mai 1998. L'annonce a été faite au cours d'une conférence de presse tenue à la Faculté Saint-Jean d'Edmonton le 8 octobre dernier.

«Plusieurs régions ont démontré un grand intérêt à accueillir les Jeux, mentionne la présidente de la Société des Jeux francophones de l'Alberta, Mme Sylvie Francoeur. Toutefois, il y a une région qui s'est distinguée par son initiative, sa motivation et son esprit d'équipe. Une région représentée par une équipe incroyablement dynamique.»



Photo: Patricia Hélie

M. Denis Perreaux, Mme Claudette Tardif et Mme Sylvie Francoeur étaient très heureux d'annoncer que les sixièmes Jeux francophones de l'Alberta se tiendraient à Edmonton.

Cette dynamique équipe sera dirigée par M. Denis Perreaux, celui-là même qui avait présidé les quatrième Jeux francophones qui avaient eux lieux à St-Albert. M. Perreaux a pris de l'expérience depuis 1996 et entend bien utiliser cette expérience du mieux qu'il peut. «Ça va être intéressant cette fois-ci d'être dans la communauté hôte parce qu'en 1996, un des défis auxquels on a dû faire face c'est que même si la communauté hôte était St-Albert, le comité organisateur devait opérer à partir d'Edmonton. La difficulté avec ça est qu'on est moins familier avec la communauté. Cette fois-ci, on connaît les écoles, on connaît la communauté et on va pouvoir les impliquer dans l'organisation. C'est toute une dynamique qui est difficile à exploiter comme il faut et c'est ce qui va faire la différence.»

C'est depuis les Jeux de St-Albert que Denis Perreaux pense à ramener les Jeux à Edmonton. «Il y a toujours une tendance pour les comités organisateurs de vouloir améliorer ce qu'on a déjà fait. Mais de façon plus sérieuse, c'est depuis les Jeux du printemps dernier qu'on songe à tenter notre chance.»

C'est la Faculté Saint-Jean d'Edmonton qui sera l'organisme hôte des sixièmes Jeux. La Faculté a accepté de parrainer l'événement qui s'intégrera aux activités entourant le vingtième anniversaire de l'institution en tant que Faculté de l'Université de l'Alberta. En acceptant l'invitation de partenariat de la Société des Jeux francophones de l'Alberta, «plusieurs étudiants pourront découvrir la Faculté, ses programmes académiques et ses services», indique la doyenne de la Faculté, Mme Claudette Tardif.

D'ailleurs, l'établissement s'engage à fournir un local au comité organisateur afin qu'il puisse mener à bien son mandat et voir à la gestion des Jeux.

Les organisateurs doivent maintenant se trouver huit chefs de mission venant de tous les coins de la province qui devront coordonner les délégations: ils devront veiller au recrutement des jeunes et des équipes de soutien, voir à la promotion régionale et à l'entraînement des jeunes athlètes.

PHOTO: François Pageau

Remise de bourses à la Faculté Saint-Jean

La Faculté Saint-Jean avait organisé, le mardi 7 octobre dernier, une cérémonie pour honorer les récipiendaires de bourses, médailles et prix. Plusieurs dignitaires étaient présents dont Jean Côté, Me Louis Desrochers et Mr Prieur, du Consulat de France. Sur la photo on aperçoit le père Forget, à gauche, qui remet à Andrea Magill la médaille d'or des Pères Oblats. Cette médaille récompense l'excellence académique d'un étudiant ou d'une étudiante de la Faculté Saint-Jean.

Cette semaine...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

En cas de grève postale, durant les premières semaines, les lecteurs du *Franco* pourront se procurer *Le Franco* au bureau de l'A.C.F.A. de leur région.

Divorce:

Il faut surveiller la cinquième année

YVES LUSIGNAN

Ottawa

Après combien d'années de mariage risque-t-on le plus un divorce? Ceux qui disent que la première année est la plus difficile n'ont pas tout à fait tort, mais c'est vraisemblablement la cinquième année qui constitue une étape majeure dans la vie d'un couple.

Selon une étude publiée par Statistique Canada, les risques de divorce augmentent rapidement après les noces, pour culminer après cinq ans de mariage. En 1990, environ 4 couples sur 100 ont divorcé peu après avoir célébré leur cinquième anniversaire de mariage.

Le taux de divorce diminue constamment par la suite, mais remonte après la dixième année de mariage pour ensuite redescendre progressivement.

Ce sont les personnes dans la fin de la vingtaine qui sont les plus portées à divorcer. Avant l'âge de 30 ans, le taux de divorce est plus élevé pour les femmes que pour les hommes. Cela s'explique par le fait que l'épouse est en général plus jeune que le mari. La tendance se renverse par la suite.

Chez les hommes de 65 à 87 ans, la durée moyenne d'un premier mariage se terminant par un divorce était de 37,8 ans, avec un maximum de 42 ans. Lorsque le deuxième mariage se terminait aussi par un divorce, sa durée moyenne n'était que de 14,1 ans. Règle générale donc, le plus long mariage chez les hommes de 65 à 87 ans était le premier.

Le taux de divorce s'est stabilisé dans les années 90 et dépasse à peine celui du début des années 80. Le point culminant a été atteint en 1987, alors que 92 200 divorces ont été enregistrés au pays. L'adoption d'une nouvelle Loi sur le divorce en 1985, qui permettait aux couples de mettre fin à une union en invoquant tout simplement l'échec du mariage, explique cette forte hausse. Après ce pic de 1987, le nombre annuel de divorces s'est stabilisé entre 77 000 et 79 000 par année de 1991 à 1995.

Malgré une importante hausse des unions libres, le mariage reste toujours la forme d'union la plus populaire au pays. Entre 1981 et 1995, le nombre de couples en union libre a plus que triplé, passant de 300 000 à plus d'un million. A titre de comparaison, on comptait 6,3 millions de couples mariés au pays en 1995.

Finalement, voici une dernière statistique qui devrait laisser songeurs les couples mariés en 1991. Selon Statistique Canada, si les taux se maintiennent, 31 pour cent des couples qui se sont mariés cette année-là devraient se séparer à un moment indéterminé dans l'avenir.

Des nouvelles du Bloc québécois:

La survie de la francophonie passe par la souveraineté

YVES LUSIGNAN

Ottawa

Plus que jamais, le Bloc québécois considère que la survie de la francophonie canadienne passe par la souveraineté du Québec.

Dans une lettre adressée à l'éditorialiste du quotidien l'Acadie Nouvelle, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, rappelle que l'assimilation des francophones est une réalité qu'il faut reconnaître, même si cela fait mal à entendre.

M. Duceppe a récemment provoqué une controverse en déclarant à un quotidien anglophone du Nouveau-Brunswick que les artistes acadiens, comme Antonine Maillet, avaient été obligés de s'exiler au Québec pour pouvoir créer et vivre en français. Ces artistes, ajoutait-il, confirmaient par ce geste qu'on ne pouvait vivre en français à l'extérieur de la Belle Province. Il avait ajouté qu'il admirait la lutte des francophones de l'Ontario et de l'Acadie pour préserver et développer leur culture, mais que la réalité de l'assimilation était implacable.

«Le Bloc québécois maintient que la présence du Québec au sein de la Confédération n'a pas constitué un rempart contre l'anglicisation des communautés francophones et acadienne. Le Bloc québécois maintient que la reconnaissance du Québec comme pays francophone en Amérique du Nord est une condition essentielle à la survie de la francophonie en Amérique,» écrit Gilles Duceppe dans sa lettre à l'éditorialiste acadien.

Pour étayer ses propos, le chef bloquiste s'appuie sur les données de Statistique Canada. Sur le million de personnes hors Québec qui avaient le français comme langue maternelle, écrit-il, seulement 637 000 parlaient encore le français à la maison en 1991. Il ajoute que la francophonie canadienne ne représentait plus que 3,2 pour cent de la population totale du pays en 1991, comparativement à 4,3 pour cent en 1971: «Sans poids démographique, il ne peut y avoir de poids politique. Une telle réalité fait mal, mais l'ignorer, c'est l'accepter» poursuit le chef bloquiste.

«A notre avis, c'est l'existence d'un pays francophone souverain aux portes de l'Acadie qui constitue la meilleure défense pour la francophonie en Amérique.»

Ouverture du Collège Boréal

Un rêve devenu réalité!

PATRICK BRETON

***Le Voyageur*, Sudbury**

Enfin! Ce mot unique peut résumer toute l'atmosphère qui régnait lors de l'ouverture officielle du Collège Boréal, samedi soir. Et pour évoquer la notion du rêve devenu réalité, , la soirée a débuté par un conte de Monsieur Lou. Ce dernier racontait l'histoire «d'un peuple de rois: les Franco-Ontarois» devant plus de 700 personnes assemblées dans le gymnase du nouvel édifice.

Ainsi, Monsieur Lou (Louis Lefebvre) a rappelé les différents combats que le Collectif pour le collège du Nord a mené, à partir de sa création en février 1989.

Aujourd'hui, le Collège Boréal dessert près de 165 000 francophones sur un territoire d'un million de kilomètres carrés (soit tout le nord de la province). Le Collège Boréal compte plus de 1 700 apprenantes et apprenants à temps plein dans son campus principal et les six campus-satellites (Elliot Lake, Hearst, Kapuskasing, New Liskeard Sturgeon Falls et à Timmins). À ce chiffre s'ajoutent près de 4 500 apprenants à temps partiel. La construction du campus Boréal, dont le terrain a été acheté à la ville pour la somme symbolique de quatre dollars, a duré trois ans. Le nouvel édifice abrite aussi le Théâtre du Nouvel-Ontario, "Le premier partenaire du Boréal et le premier théâtre francophone hors Québec à bâtir sa propre salle", de mentionner Robert Gagné, directeur général du TNO, lors de sa présentation.

Le président du Collège Boréal, Jean Watters,, a lancé à la foule: «Tenez-vous bien! D'ici trois ans, le Collège Boréal deviendra le meilleur collège au Canada». Pour atteindre ce but, plusieurs intervenants ont indiqué que le Collège était sur la bonne voie. Le maire de Sudbury, Jim Gor-don, a lancé en français: «Quel trajet remarquable a été fait pour l'éducation». Se définissant comme partenaire du Collège Boréal, il a rappelé que la ville connaît, elle aussi, des avancements technologiques et «qu'elle est prête à bouger en même temps que le Collège».

Les nombreux dignitaires qui ont pris la parole ont tous souligné la confiance qu'ils avaient dans l'avenir du Boréal et de son apport pour les Franco-Ontariens. La députée provinciale néo-démocrate de Sudbury-Est, Shelley Martel, a affirmé: «Investir dans l'éducation, c'est investir dans l'avenir. Grâce au Collège Boréal, les Franco-Ontariens pourront acquérir les compétences nécessaires afin que leurs, rêves puissent devenir des réalités».

Les discours ont aussi été empreints de beaucoup de fierté. Gratien Allaire, vice-recteur associé à l'Université Laurentienne, a lancé au micro: «La francophonie collégiale a pris sa place dans le Nord. Le Boréal a fait la preuve que les francophones savent bien faire les choses et qu'ils sont capables de mener leurs propres affaires». À Diane Marleau, ministre fédérale de la Coopération internationale et de la Francophonie, d'ajouter: «Pour l'ensemble de notre communauté, c'est une victoire qui est attendue depuis longtemps».

«Il y a plusieurs années, on n'avait pas les moyens d'avoir une éducation secondaire en français en Ontario. Mais, on a fini par obtenir des écoles secondaires bien à nous. Les parents peuvent inscrire les jeunes dans d'autres choses que des boîtes à assimilation. J'espère que bientôt, on aura une université bien à nous». Bernard Grandmaître, le "père de la loi 8", en prononçant ces quelques mots, a affirmé tout haut ce que plusieurs Franco-Ontariens pensaient tout bas, car cette déclaration a été chaudement applaudie. M. Grandmaître a toutefois indiqué que la lutte n'était pas terminée: «Il va falloir travailler fort. Nous risquons d'en perdre d'autres. Regardons simplement *tfo* et les services en français en Ontario. Faisons du Collège Boréal un autre bastion du fait français en Ontario».

Régime de pensions du Canada:

Un projet de loi inéquitable

YVES LUSIGNAN
Ottawa

Le critique néo-démocrate en matière d'Assurance-emploi et de Ressources naturelles, Yvon Godin, dénonce le projet de loi modifiant le Régime de pensions du Canada.

Le député d'Acadie-Bathurst estime que les modifications proposées feront mal aux Canadiens, surtout les plus faibles, puisque le gouvernement rend plus difficile l'obtention de prestations d'invalidité et réduit la prestation de décès.

Le projet de loi, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 1998, prévoit en effet une série de mesures pour freiner la hausse des coûts. Le taux de cotisation combiné des employeurs et des employés augmentera de 5,85 pour cent à 9,9 pour cent en l'an 2003.

Dorénavant le calcul des pensions de retraite sera basé sur la moyenne du maximum des gains annuels au cours des cinq (au lieu des trois) dernières années précédant le début de la pension.

Pour avoir droit aux prestations d'invalidité, les travailleurs devront démontrer qu'ils ont été sur le marché du travail durant une plus longue période (au cours des quatre des six années précédant le début de l'invalidité) tout en ayant cotisé au Régime de pensions du Canada.

Enfin, la prestation de décès sera égale à six mois de prestations de retraite, jusqu'à concurrence de 2 500 $. Actuellement, le maximum est de 3 580 $.

Le député Godin estime que l'augmentation des cotisations touchera d'avantage les personnes dont les gains sont peu élevés. Il affirme même que la hausse des cotisations incitera certaines petites entreprises «à faire des choses au noir», soit dans la façon de gérer leurs affaires, soit dans l'embauche du personnel.

«Les libéraux ont fabriqué une crise entourant le Régime de pensions du Canada afin qu'ils puissent s'attaquer au concept de l'universalité de nos pensions et épargner de l'argent sur le dos des plus faibles», a soutenu le député lors de son intervention à la Chambre des communes.

Radio communautaire de Rivière-la-Paix

Plus de liberté pour parler aux gens

PATRICIA HÉLIE

Falher

Depuis le début du mois de juin, les auditeurs de la radio communautaire de la région de Rivière-la-Paix, CKRP, se réveillent en écoutant la voix de Jean-Pierre Quirion. Après avoir passé plus de quatre mois dans son nouvel environnement, il peut aujourd'hui donner son point de vue sur la radio.



Photo: Patricia Hélie

Jean-Pierre Quirion est l'animateur de l'émission du matin à la radio communautaire de Rivière-la-Paix, CKRP.

Jean-Pierre sursaute quand on lui demande si c'est un défi pour lui de travailler pour un organisme communautaire en milieu minoritaire. «J'ai un peu de difficulté avec le concept de minoritaire. Quand tu te vois minoritaire, tu agis en minoritaire: on se dit qu'il faut prendre moins de place et qu'il faut parler moins fort parce qu'on est minoritaire. Le défi pour moi n'est donc pas par rapport au milieu minoritaire parce qu'il y a assez de francophones pour que la station fonctionne bien. Le défi est de faire fonctionner la station comme il faut, d'avoir des employés, d'avoir des revenus, d'avoir une station intéressante avec une programmation continue. Présentement je suis le seul employé. Il y a seulement trois heures de programmation par jour. Des fois il y a une émission le soir qui est faite par des bénévoles, mais c'est rare. Le bingo fonctionne plus ou moins bien parce qu'il n'y a personne pour s'en occuper, la publicité, il n'y a personne pour en vendre et il n'y a pas de journaliste, alors c'est difficile de faire du bon journalisme.»

«À neuf heures, la moitié de ma journée est terminée alors je n'ai pas le temps de creuser des dossiers ou d'attendre des retours d'appels pour faire du bon journalisme comme je le voudrais. Moi, le défi, ce serait de faire une vraie station de radio, une station qui va diffuser 10 ou 12 heures par jour, avec des nouvelles continues et de la présence, mais comme je suis tout seul, je ne peux pas le faire.»

D'un autre côté, M. Quirion aime bien l'aspect communautaire de son travail. «Souvent, le mot communautaire est très péjoratif. Pour les gens, radio communautaire égal moindre qualité. Mais ça n'a pas de lien, c'est juste parce qu'on doit survivre financièrement. C'est même un avantage parce que tu as beaucoup plus de liberté pour parler aux gens, pour réaliser des entrevues plus longues. On peut aller chercher des nouvelles d'ici. Les nouvelles, ce ne sont pas des nouvelles à sensation, ce sont des événements comme la messe commémorative qu'il y a eu pour mère Thérésa à McLennan, c'est une offre d'emploi, c'est une activité communautaire.»

Si Jean-Pierre est maintenant en Alberta, c'est d'abord parce qu'il avait entendu dire que Mario Cyr, ancien animateur de CKRP et ami de Jean-Pierre, quittait son emploi pour poursuivre sa carrière sous d'autres cieux. Étant à la recherche de nouveaux défis, il a sauté sur l'occasion pour postuler. «Je trouvais que c'était un beau défi au niveau du travail mais, en même temps, je trouvais que c'était une belle expérience de vie, indique le principal intéressé. J'étais également tanné d'être à Fermont, j'avais envie de voir autre chose.»

Originaire de Sherbrooke, au Québec, Jean-Pierre a étudié au collège de Jonquière, en Art et technologie des médias ou il a terminé en radio. Il a complété un stage à la station CIEU FM, à Carleton pour ensuite se dénicher un emploi à Fermont où il a travaillé pendant plus d'un an et demi.

En sol albertain depuis maintenant près de cinq mois, l'animateur aime bien sa nouvelle communauté. «Je trouve les gens vraiment sympathiques, accueillants. Tu te promènes dans la rue, les automobilistes arrêtent pour te laisser passer, ce qui n'est pas le cas au Québec. Il me semble que les gens prennent plus le temps de profiter de la vie. Je ne sais pas si ça s'applique à toute l'Alberta, mais ici, les gens sont comme ça.»

Le Conseil français:

Pour le développement professionnel des enseignants

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

Les 23, 24 et 25 octobre prochains aura lieu, à Edmonton, le congrès annuel du Conseil français, qui a pour mission de s'occuper du développement professionnel de tous les enseignants des écoles de langue française et des écoles d'immersion de la province. Cette année, le thème de l'événement est «Demain, ça commence aujourd'hui».

Le thème veut illustrer le fait que les enseignants doivent se préparer dès maintenant aux défis de demain. Et, selon le président élu du conseil français, M. Pierre Levesque, le congrès du Conseil français vient donner un bon coup de main aux enseignants en ce sens. «Le ministère a plusieurs nouveaux programmes et ils nous donnent de la formation par rapport à ça. On essaie donc de dispenser l'information des nouveaux programmes en plus de donner la chance aux professeurs d'apprivoiser l'ordinateur et l'Internet. On essaie d'amener le plus d'éléments possible pour donner aux professeurs la chance de se préparer aux défis qui les attendent.»

Le congrès de cette année revêt un caractère un peu particulier puisque le Conseil français a établit une collaboration avec l'unité locale francophone et le ministère de l'Éducation. Une journée précongrès, le 23, a donc été organisée pour permettre aux enseignants des écoles françaises seulement de recevoir une formation du ministère de l'Éducation.

Une autre innovation du Conseil français est de reconnaître le travail d'une collègue de la province qui a préparé un spectacle d'enfant. Le spectacle qui sera honoré est *Le roi lion*, une présentation qui a fait une tournée à travers la province. Une présentation sera également faite à M. Marcel Lavallée, le directeur de l'éducation française au ministère de l'Éducation, pour le remercier des nombreuses années qu'il a donné à l'éducation française en Alberta. M. Lavallée annoncera d'ailleurs sa retraite prochaine lors du congrès.

Des conférenciers d'un peu partout dans la province ainsi que de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, de l'Ontario et du Québec seront donc sur place afin de donner des conférences variés sur une foule de sujets. Entre autres, un atelier axé pour les professeurs du secondaire, donné par Danielle Hébert et Suzanne Croisetière, risque d'être des plus intéressants. Également, un atelier sur la radio scolaire, rendu possible grâce à une bourse de la compagnie Hilroy, sera donné par une enseignante de l'Ontario.

Le salon du livre revient également cette année et sera encore plus gros, promet M. Levesque. «Certains éditeurs de Montréal nous ont appelé en disant qu'ils avaient entendu parler de notre salon et qui demandaient s'ils pouvaient s'y joindre. Certains laissent même tomber d'autres engagements pour être présents à Edmonton. C'est intéressant parce que le Conseil français offre les outils en formation et en ressources. Cette année, Le Carrefour nous a demandé à l'avance une liste des ressources dont les conférenciers feront la promotion afin de s'assurer qu'ils auraient ces outils disponibles sur place. On dépasse donc le niveau de simple salon du livre pour en faire un endroit où on peut se procurer des ressources professionnelles.»

Notons que le salon du livre, situé au Edmonton Inn, sera ouvert au grand public le samedi 25 octobre afin que les personnes intéressées puissent elles aussi profiter de l'occasion pour voir les nouveautés qu'offrent les maison d'édition.

ÉDITORIAL

Un peu d'humanité

Au moment où vous lirez ces lignes, le résumé fiscal de Paul Martin, ministre canadien des Finances avec un F majuscule, aura été prononcé mercredi dernier à Vancouver.

Voici quelques souhaits dont, dans ma grande naïveté, j'aimerais un jour voir la réalisation.

Malgré la peur de l'inflation qui motive les actions de Paul Martin, j'aimerais voir des initiatives concrètes de création d'emplois qui viseraient à réduire le taux de chômage au Canada. Présentement, 1,2 millions de personnes sont sans emploi.

Malgré le désir ardent du gouvernement de voir le déficit épongé d'ici deux ans, j'aimerais entendre parler d'actions vigoureuses pour régler le problème de la pauvreté des enfants au Canada. Des dizaines de milliers d'enfants vont à l'école le ventre vide et le coeur en détresse.

Malgré la pression d'un groupe important de politiciens qui réclament une diminution des impôts, j'aimerais que le gouvernement fédéral réinvestisse dans les transferts de paiement aux provinces afin que ces dernières utilisent les montants ainsi reçus pour la santé et l'éducation. En raison des compressions budgétaires, des gens meurent alors que l'on aurait pu prévenir leur décès avec des services de santé plus adéquats. En éducation, les enseignants - du moins en Alberta et en Ontario - travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles. En fin de compte, ce sont encore nos enfants qui paient la note.

Je sais que la dette du Canada est encore élevée et que son remboursement est une des grandes priorités de nos politiciens; je sais aussi que les grands créanciers mondiaux sont maintenant ceux qui détiennent une bonne part du pouvoir qui devrait normalement revenir à nos élus. Cela dit, le bien-être des citoyens canadiens est une priorité tout aussi importante que les considérations financières du pays. Un juste équilibre pourrait marier ces deux priorités si on mettait de côté, pour l'instant, la réduction d'impôts.

******

Nous avons appris, le décès de Madame Annie Laurin de Tangent. Madame Laurin a toujours été active au sein de la communauté francophone de Rivière-la-Paix. Elle avait été présidente de la régionale de l'ACFA et avait aussi présidé à l'ouverture du Centre culturel de Tangente. Elle sera regrettée par les gens de sa communauté.

******

Triste semaine puisqu'on apprenait aussi le décès de Michèle Smith, qui fut longtemps directrice artistique du Théâtre de la seizième de Vancouver. Mme Smith avait aussi contribué au succès du Festival de théâtre jeunesse de l'Alberta, organisé par l'UniThéâtre, en y donnant des ateliers. C'est toute la communauté théâtrale francophone de l'Ouest qui est en deuil.



François V. Pageau



Auto-portrait en 13 questions



Nom: **Vaillancourt**
Prénom: **Richard**
Surnom: **Rich**
Occupation: **Coordonnateur administratif à la FPFA**
Ville: **Edmonton**

Signe du zodiaque: Sagittaire
Film préféré: *Slap Shot*
Livre préféré: *Le petit Prince*

Mon héros: **Jackie Robinson**
Mon héroïne: **Ma femme, Marie-Claude**
Ma passion: **Le hockey**
Je ne supporte pas: **Les contraventions**
Ma devise: ***Toujours plus loin***

Directeur: **François Pageau**
Adjointe Admin.: **Micheline Brault**
Journaliste: **Patricia Hélie**
Infographiste: **Charles Adam**


Fondation Donatien Frémont, Inc.



OPSCOM
Tél (613) 241-5700



Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. *Le Franco* est imprimé par Gazette Press Ltd, de Saint-Albert. Reproduction des textes, en tout ou en partie, est autorisée avec mention de la source. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du *Franco*.



#201, 8527 - 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 465-6581 télécopieur: 469-1129

Correspondants:
Calgary Alain Bertrand
Centralta Martin Blanchet, Lucienne Brisson
Fort McMurray Nicole Pageau
Lethbridge Mireille Dunn
Plamondon Joël Lavoie
Medecin Hat
Red Deer Claire Hélie
Rivière-la-Paix Noëlla Fillion
Saint-Paul

OPINION

Lettre aux parents francophones de l'Alberta

Chers parents,

La Fédération des parents francophones de l'Alberta est heureuse de constater que son communiqué traitant de la question de l'admissibilité de non-ayants droit dans nos écoles francophones a atteint son objectif de sensibiliser et de responsabiliser un plus grand nombre de personnes de la communauté francophone face à cette question.

En effet, depuis que cette question est rendue publique, on peut noter que les discussions des parents se multiplient aux niveaux local, régional et provincial. Non seulement, chers parents, vos opinions se font entendre mais elles en suscitent d'autres. La preuve, d'autres membres et organismes de la communauté verbalisent leur point de vue et c'est ce qui est souhaité.

Pour se situer dans le contexte, plusieurs parents francophones de la province s'inquiètent du fait que des politiques scolaires permettent à certaines écoles francophones de la province d'admettre, car par cas, des élèves qui ne sont pas éligibles à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés. Sur le plan juridique et légal, le fait, de se donner des moyens pour accepter des non ayants droit, est une atteinte à la constitution.

La situation est celle-ci. D'un côté, on veut que l'article 23 soit respecté et appliqué et d'un autre côté, on voudrait aussi accueillir, cas par cas, des non-ayants droit qui peuvent être une clientèle potentielle pour nos écoles. C'est problématique et très complexe. Que peut-on faire pour remédier à la situation ? Se donner des politiques précisant l'admissibilité de non ayants droit en interprétant l'article 23 à sa guise? Ce que nous disons c'est, si tel est le désir de la communauté scolaire de revoir et de réviser l'article 23 pour que ses critères fassent place à de nouveaux ayants droit, alors faisons-le, mais assurons-nous de prendre le processus et les mesures qui s'imposent pour que la voix des parents concernés soit entendue. C'est une question vitale et fondamentale pour l'épanouissement de nos communautés francophones, car le fait d'accueillir des non-ayants droit crée des précédents à l'échelle provinciale et nationale.

À l'heure actuelle, lorsque l'on comprend bien les opinions et les conditions qui sont citées, quels sont les profils de non-ayants droit que la communauté aimerait peut-être accueillir, cas par cas? Les enfants anglo-dominants de nos familles francophones qui ont été et sont encore victimes de l'assimilation et qui ne qualifient plus comme un ayant droit; les immigrants reçus qui nous proviennent de d'autres pays francophones ayant comme langue maternelle le français; les francophiles qui nous sont des plus sympa-thiques? Que doit-on faire devant une si grande ambiguïté? Chose certaine, premièrement, on devra consulter les parents francophones puisque c'est nous qui sont les premiers concernés par notre droit titulaire d'ayants droit que nous confère l'article 23. Par la suite, toujours faut-il que nous puissions librement en discuter entre nous et se concerter avec la communauté francophone qui s'est donnée nos institutions et notre gestion scolaire. Voilà par où il faut commencer si l'on veut trouver des solutions pour amener des changements à l'article 23 concernant l'admissibilité des élèves. Il n'appartient à aucun groupe ou organisme de décider sans la participation accrue des parents.

En ce sens, je tiens à vous féliciter chers parents, pour le sérieux et le sens des responsabilités que vous démontrez dans le traitement de cette question. En réfléchissant et en discutant entre vous, vous ne faites qu'exercer votre devoir de premiers éducateurs de vos enfants et d'assumer le rôle qui vous est assigné, celui du premier partenaire en éducation. D'ailleurs, n'est-ce pas ce que notre ministre de l'Éducation a lui même reconnu dans son plan de restructuration de l'éducation en Alberta ? Voici un extrait du document intitulé *Exposé de position sur les rôles et les responsabilités en matière d'éducation publié par Alberta Education en décembre 1994:* «...Dans ce plan, deux des composantes ont des incidences importantes sur les rôles et les responsabilités des divers intervenants dans le domaine de l'éducation. Les voici :

- la gestion par l'école, qui fera en sorte que les écoles et les communautés visées seront en mesure de prendre de nombreuses décisions importantes concernant les programmes et les politiques ; et
- l'établissement de conseils d'école qui permettront aux parents et aux membres des communautés d'exercer une plus grande influence en matière d'éducation ».

Alors comment expliquez-vous le fait que plusieurs parents éprouvent actuellement des difficultés et se sentent lésés à exercer, à titre d'intervenant, leur pouvoir consultatif dans leurs communautés respectives? Saviez-vous que les instances gouvernementales d'ici et d'ailleurs ainsi que des organismes nationaux comme l'ACELF, la DEF, la CNPF, l'ACREF, etc. sont unanimes pour dire que la seule façon que nos écoles francophones pourront évoluer et grandir, c'est par l'application du vrai sens du mot partenariat « *école, foyer et communauté* » ? Chers parents, les besoins éducatifs de nos élèves et de nos enfants ne seront pleinement comblés que lorsque tous et chacun auront compris et appris ce qu'est le partenariat.

Pour notre part, soyez rassurés chers parents, que nous poursuivrons notre écoute et notre consultation auprès de vous en encourageant une plus grande concertation qui veillera à ce que vos droits et vos désirs les plus chers soient respectés. Nous poursuivrons notre travail en plaçant au plus haut point, nos valeurs de transparence, d'intégrité et de fidélité envers vous et la communauté francophone.

Je vous prie d'accepter, chers parents, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Votre présidente, Sylvie Mercier

Soutenir la croissance, viser la réussite:

Les entreprises canadiennes se hissent au sommet

La semaine de la PME se déroulera cette année du 19 au 25 octobre. Organisé par la Banque de développement du Canada (BDC) et parrainé par la Chambre de Commerce du Canada, l'événement aura lieu sous le thème «Soutenir la croissance, viser la réussite».

Si la BDC a choisi ce thème c'est parce que, depuis peu, le Canada renoue avec la prospérité et ce, grâce aux petites entreprises dont la capacité pour créer des emplois, innover et tirer avantage des occasions d'affaires est inégalée.

En ce qui a trait au rendement, le Canada occupe le peloton de tête des pays industrialisés en raison d'un vigoureux cycle de croissance attribuable à des taux d'intérêt attrayants, un faible taux d'inflation et une compétitivité accrue sur les marchés internationaux.

Le rôle joué par les petites et moyennes entreprises est vital puisqu'elles fournissent la moitié des emplois du secteur privé et génèrent presque 43% des revenus. Elles créent également quelque 90% des nouveaux emplois.

D'après M. Michael Manford, économiste en chef, Marché des capitaux Scotia, les emplois sont la base même de l'économie et ils proviennent des petites et moyennes entreprises. «Par l'innovation dont elles font preuve, elles participent à l'efficacité et à la compétitivité de l'économie», fait-il remarquer.

Au début des années 1990, les Canadiens ont été confrontés à d'énormes bouleversements technologiques, à la modification des marchés et à la lutte au déficit. La rationalisation, la restructuration et les doutes des consommateurs ont maintenu le taux de chômage à un niveau très élevé et engendré une chute des revenus réels.

Il semble toutefois que les entreprises canadiennes délaissent maintenant la rationalisation pour se tourner vers la croissance.

Objectif croissance

Près des trois quarts des directeurs généraux et des présidents des plus importantes entreprises canadiennes ont répondu, lors d'un sondage mené en 1996, qu'ils se préoccupaient maintenant davantage de mener à bien la croissance de leur entreprise. La rationalisation ne faisait pas partie de leurs priorités immédiates selon un autre sondage réalisé auprès de 30 chefs d'entreprises.

«Nous devons nous rappeler que la rationalisation constitue simplement une correction de trajectoire qui nous met sur le même pied d'égalité que nos concurrents des marchés mondiaux, affirme François Beaudoin, président et chef de la direction de la BDC. Les deux piliers d'une croissance à long terme sont la connaissance et les gens, et non la rationalisation et la réingénierie.»

Les petites entreprises en pleine croissance constituent le moteur de l'économie actuelle. Elles proviennent de l'industrie sur le savoir et du domaine de l'exportation.

Ces entreprises possèdent l'adaptabilité nécessaire pour saisir les occasions qui surgissent et offrir de nouveaux produits et services ainsi que des technologies innovatrices. Leur influence sur l'économie se révèle beaucoup plus grande que leur petit nombre ne le laisse supposer comparativement à l'ensemble des entreprises.

Un chercheur américain, M. David Birch, a découvert que la majorité des emplois sont créés par seulement 3% des petites entreprises. Il les a surnommées les «gazelles», c'est-à-dire des entreprises dont le taux de croissance annuel de 20% se maintient pendant cinq années consécutives.

«Ces petites entreprises grandissent et se transforment en plus grandes entreprises. Elles sont très productives et ne cessent de faire montre d'innovation. Elles font avancer notre système industriel», confirme M. John Baldwin, un chercheur chez Statistique Canada qui a étudié en profondeur le phénomène de la réussite et de l'échec des entreprises canadiennes.

Toujours selon Statistique Canada, les entreprises qui excellent dans tous les aspects de la gestion d'une entreprise connaissent une expansion plus rapide que les autres parce qu'elles concentrent leurs efforts sur les compétences en gestion, l'adaptabilité en matière de financement, la motivation et la formation des employés.

C'est cet engagement à favoriser l'excellence et la croissance qui permet au Canada de devenir le modèle de succès économique international en cette fin des années 1990.

Tous veulent suivre l'exemple du Canada, selon M. Augustin Manchon, responsable des services de croissance des entreprises de Deloitte et Touche Groupe Conseil. «D'un point de vue économique, il est bon d'être Canadien actuellement.»

Daniel Bélanger en tournée dans l'Ouest

Trois villes dans le désordre

Daniel Bélanger, auteur-compositeur et interprète provenant du Québec, présentera son spectacle *Quatre saisons dans le désordre* devant le public albertain les 30 et 31 octobre ainsi que le 1er novembre prochain.

Bélanger n'a plus besoin de présentation: avec déjà deux albums à son actif: *Les insomniaques s'amusent* (1992) et *Quatre saisons dans le désordre* (1996) ainsi que la panoplie de distinctions qui le suivent, dont l'album de l'année meilleur vendeur (1994), spectacle de l'année (1994) et interprète masculin de l'année (1994), son nom ne passe plus inaperçu. Sur scène, il conjugue avec brio humour, sensibilité et voix. Les 135 000 copies vendues de son dernier album et les 175 000 copies du premier témoignent de la qualité du produit.

Le second disque de Bélanger offre un produit quelque peu différent du premier. «Le son est beaucoup plus atmosphérique, explique le principal intéressé. Quand je suis arrivé en studio pour le deuxième album, j'étais beaucoup mieux préparé. Il y a donc eu moins d'improvisation. J'étais aussi plus sûr de moi en tant qu'auteur-compositeur. Je suis arrivé en studio avec des projets et j'avais l'impression de mieux contrôler le son. Avec *Les insomniaques*, c'était plus intuitif alors que le deuxième album est beaucoup plus contrôlé.»



Daniel Bélanger sera de passage en Alberta les 30 et 31 octobre ainsi que le 1er novembre prochains.

Le second spectacle de Bélanger est également différent du premier. «C'est beaucoup plus électrique. Avec *Les insomniaques*, c'était très acoustique, on était seulement trois: deux guitares et une basse. Maintenant, il y a une guitare électrique et un batteur. Je m'occupe du côté acoustique du spectacle et je fais deux ou trois chansons à la guitare sèche. C'est plus rock, mais en même temps, je n'ai pas voulu devenir *heavy*. En fait, je m'en suis tenu à des atmosphères autres que celles de l'album, en reprenant les mêmes valeurs mais en essayant d'aller ailleurs.»

Même s'il entend ses chansons plusieurs fois par jour depuis un an et demi, Daniel Bélanger les aime toujours et a encore beaucoup de plaisir à les interpréter. «Je trippe encore sur mes chansons, surtout en spectacle. Je peux les faire vivre et les colorer d'une manière différente, je peux les remodeler.» Par contre, il avoue qu'après les sessions d'enregistrement de l'album, il a eu besoin de prendre du recul face à ses compositions. «Pendant quatre mois, on vie avec les chansons à tous les jours, on les chante, on les rechante et on les re-re-re rechante. Après, c'est comme si c'était de la visite: on était content qu'ils arrivent, mais on est content qu'ils partent! On développe donc une espèce d'allergie pendant un mois ou deux et après ça, quand vient le temps de monter le spectacle, elles (les chansons) vivent de façon autonome et on peut les entendre. Mais tout de suite à la sortie du studio, on n'en peut plus. Pas parce qu'on n'aime pas ce qu'on a fait, mais parce qu'à chaque fois qu'on les écoute, on travaille à les améliorer. Ce qui fait qu'à la fin, quand tout est terminé et que le produit est sur disque, c'est cruel de les écouter parce qu'on aurait encore des changements à faire et qu'il est trop tard.»

Sur l'album *Quatre saisons dans le désordre*, Bélanger y va de chansons qui parlent de la vie de tous les jours. Il parle d'amour, de routine, de malheur et de la vie, le tout enrobé de poésie et d'humour. Quand on lui demande où il va chercher son inspiration, il ne sait que répondre. «Je ne m'inspire de rien!, lance-t-il. On se sert du bagage qu'on a. C'est un film qu'on ne se rendait pas compte mais qui nous inspire pour le prochain album, c'est un repas qu'on mange... Tout m'inspire. J'aime écrire et j'aime trouver un angle différent pour parler de quelque chose qu'on a tous en commun. L'amour, par exemple; je ne suis pas le premier à en parler. Donc, peut-être qu'il faudrait que je voie un angle différent. Les mots m'inspirent.»

Pour l'auteur-compositeur-interprète, la vie de musicien ne s'arrête pas à composer des chansons. Tranquillement mais sûrement, il explore la possibilité d'exploiter son talent sous d'autres formes. «J'aimerais beaucoup faire de la musique de film ou de la musique de théâtre. Par contre, je suis bien conscient que se sont des métiers à part entière. Je ne peux pas arriver avec mes grosses raquettes. Ce sont des facettes de la musique qui sont particulières et je ne veux pas rater mon coup. Il y a aussi l'écriture qui m'intéresse.»

Le passage de Bélanger à Edmonton, le 30 octobre prochain, concorde également avec l'ouverture officielle de La Cité francophone. C'est donc lui qui donnera le coup d'envoi aux festivités avant de se rendre à la salle des Chevaliers de Colomb de Falher le 31 octobre et à la Base militaire de Cold Lake le 1er novembre. Mentionnons que Lise Villeneuve assurera la première partie de Bélanger pour les spectacles d'Edmonton et de Cold Lake alors que la formation *Létwés* se chargera de celui de Falher.

Daniel Bélanger en sera à sa toute première visite dans l'Ouest du pays, ce qui n'est pas sans lui faire plaisir. «Je ne sais pas du tout à quoi m'attendre. Je ne sais pas comment fonctionne la francophonie dans l'Ouest et ça m'excite beaucoup d'aller vous voir pour le découvrir.»

«Si vous avez envie de vous amuser, venez me voir parce que moi, je vais m'amuser!», conclut un Daniel Bélanger en forme, avant de retourner à son déjeuner.

Les billets sont en vente à la Librairie Le Carrefour, à l'ACFA régionale de Bonnyville, l'ACFA régionale de Rivière-la-Paix, à la salle des Chevaliers de Colomb de Falher et à l'Hôtel de Ville de Falher.

Marc De Montigny, passionné de Jazz:

On met sur pied un grand orchestre francophone

FRANÇOIS PAGEAU

Edmonton

L'oeil espiègle et le menton volontaire, Marc De Montigny, professeur de physique à la Faculté Saint-Jean, explique sa motivation première pour mettre sur pied un Stage Band francophone: « Je pourrais me cacher derrière plusieurs raisons très nobles: donner la chance aux jeunes et aux moins jeunes de faire partie d'un orchestre, offrir une ressource de plus à la francophonie d'Edmonton, etc... Ce ne serait pas faux. Mais la vraie raison? Pour le plaisir!».

Saxophoniste lui-même, avec un fort penchant pour les percussions, Marc De Montigny explique la variété insusitée que permet la formation d'un Stage Band. «Quand on parle de Stage Band, les gens s'imaginent qu'on ne fait que du Glen Miller et autres compositeurs des années trente et quarante. En fait, dans notre répertoire, on aura des pièces comme celles-là, mais on interprétera aussi des pièces comme *Blue Suede Shoes, Smooth Operator* de Sade, *California Dreaming* des Beach Boys et *Ymca* des Village People!»

Le Stage Band communautaire est ouvert à toute personne qui a quelques années de pratique d'un instrument. « Par exemple, explique Marc De Montigny, ça peut être un jeune de 16 ans qui joue de la trompette depuis deux ou trois ans. Ça peut aussi être une femme de 60 ans qui a joué du saxophone pendant 30 ans, mais qui n'en a pas joué depuis 10 ans. D'une façon comme de l'autre, l'important, c'est d'avoir une certaine expérience et de savoir lire la musique.»

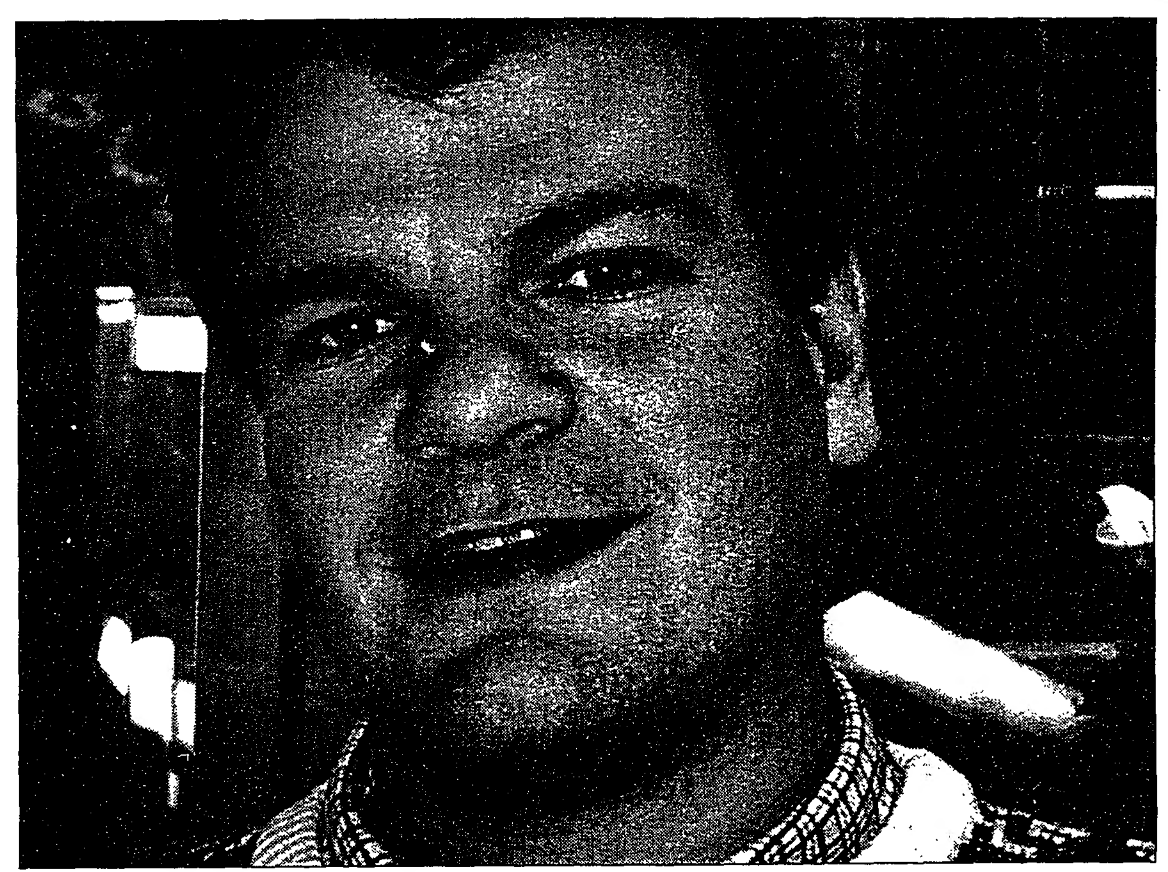


Photo: François Pageau

Marc De Montigny, promoteur de la future orchestre francophone.

Un certain nombre de musiciens et musiciennes se sont présentés à la première rencontre du groupe, mais il en manque encore beaucoup pour former un orchestre complet. On recherche activement des joueurs et joueuses de trompette, trombone, saxophones ténor et alto, etc...

Les rencontres du groupe ont lieu dans la nouvelle salle de musique de l'école Maurice-Lavallée les lundis soirs à 19h30. Pour plus de renseignements, il faut communiquer avec Marc De Montigny au 465-8739 ou Michel Charron au 468-7500.

Le message de Marc De Montigny est clair: «J'ai hâte de faire danser les gens!»

LA DÉCLARATION DE CALGARY



QU'EN PENSE L'ACFA?

Voici quelques éléments qui réflètent les politiques de l'ACFA et qui pourraient vous aider à répondre au questionnaire du gouvernement albertain sur l'unité nationale:

- La Déclaration de Calgary reconnaît le caractère unique du Québec. Mais il manque des éléments essentiels qui constituent des caractéristiques fondamentales de notre pays.: la présence des communautés francophones partout au Canada et la reconnaissance des autochtones. Il faut donc que le concept de la dualité linguistique apparaisse dans la Déclaration; sinon, il semble que le français soit limité aux frontières du Québec.

- Pour nous vivre au Canada c'est vivre dans un pays qui respecte son histoire et qui en est fier. Un pays où l'on n'a pas peur d'enseigner dans nos écoles la contribution des francophones au développement du pays.

Nous nous objectons à ce que l'on considère que toutes les provinces devraient exercer les mêmes pouvoirs. Seule la langue française est menacée au Canada. On a pas besoin de protéger la langue anglaise dans les autres provinces. Or, il faut reconnaître que le Québec a une place spéciale au Canada et que, pour être égale aux autres provinces a le droit de protéger sa langue et sa culture.

60 ans de vie conjugale



Alphonse et Marie Dion ont célébré, l'été dernier, leur 60e anniversaire de mariage entourés de leurs sept enfants et conjoints, ainsi que de nombreux petits-enfants et arrières petits enfants. Parmi les invités, on comptait sept personnes venant du Québec.

La messe a été célébrée en l'église Sacré-Coeur par un neveu du couple, l'abbé Gilles Dion de Chicoutimi. La célébration a été suivie d'un rassemblement familial au club des Pionniers de Donnelly.

Alphonse et Marie Dion sont arrivés de Saint-Félicien (Québec) à Donnelly en 1954 afin d'y être agriculteurs. Le couple a toutes les raisons d'être fier de ces 60 années de vie commune.

Régional en bref

BONNYVILLE

Une nouvelle secrétaire

L'association canadienne-française (ACFA) de Bonnyville compte un nouveau membre dans ses rangs en la personne de Mme Francine Gagnon. Mme Gagnon se joint à l'équipe en qualité de secrétaire et sera au bureau les lundi, mercredi et vendredi.

CALGARY

Parcs Canada

M. Allan Latourelle a été nommé directeur général de l'Ouest canadien pour Parcs Canada, qui a ses bureaux à Calgary. M. Latourelle possède plusieurs années d'expérience dans les domaines de la planification stratégique et l'élaboration des politiques, des relations ministérielles, de la gestion immobilière, des services ministériels et de la gestion des ressources humaines.

EDMONTON

Un nouveau directeur général

Le poste de directeur général de l'association canadienne-française d'Edmonton a finalement été comblé la semaine dernière après avoir été laissé vacant pendant plusieurs mois. Jean-Sibert Lapolice prend en effet la relève de Mme Lucie Rehel, qui avait brièvement occupé le poste. Auparavant, M. Lapolice a travaillé à l'implantation de la radio communautaire de Rivière-la-Paix et a dirigé une étude sur la présence des francophones dans la région de Hinton, Jasper et Grande Cache. Il est officiellement entré en fonction le 6 octobre dernier.

EDMONTON ET COLD LAKE

Coup de Coeur

C'est maintenant confirmé, c'est Lise Villeneuve qui assurera la première partie des spectacles que Daniel Bélanger donnera à Edmonton (30 octobre) et à Cold Lake (1er novembre) dans le cadre du Coup de Coeur francophone de l'Alberta.

FORT MCMURRAY

RDI arrive; TVA s'en va

Le signal de TVA ne peut plus être capté par les résidents de Fort McMurray depuis le 9 septembre dernier. Suite à un sondage effectué à travers le Canada, la compagnie Shaw Cable a décider de remplacer le signal de TVA par celui de RDI. Le problème, c'est que jusqu'à maintenant on n'a pu retracer aucun résident de la région qui aurait répondu à ce sondage. Les résidents de Fort McMurray disent qu'il y a de la place pour les deux canaux puisque chacun a une mission très différente: informer pour RDI et divertir pour TVA. La population signifiera donc son mécontentement à la direction de Shaw Cable par une pétition qui sera aussi acheminée à différents paliers gouvernementaux. Les gens peuvent signer la pétition en se rendant au bureau de l'association canadienne-française (ACFA) de Fort McMurray.

LETHBRIDGE

Nouvelle agente à l'administration

Mireille Rochon, que plusieurs connaissent sous le nom de Whittemore, n'a pu se tenir loin de l'association canadienne-française de l'Alberta pendant plus de quelques mois. Après avoir mis sur pied l'ACFA de Medicine Hat il y a quelques années et y avoir occupé le poste d'agente de développement, elle a enménagé à Lethbridge l'automne dernier. Mme Rochon fait donc un retour à l'ACFA au poste d'agente à l'administration.

Après un an d'opération:

Le Centre d'entrepreneuriat se porte bien

PATRICIA HÉLIE

Falher

Le Centre d'entrepreneuriat entame sa deuxième année d'activités et, si on en croit le directeur du programme Marc Belley, le centre se porte très bien.

«Le premier rapport que j'ai eu sur le centre de la part de la direction de l'école et de la direction du conseil scolaire, c'est qu'on avait réalisé plus que ce à quoi on s'attendait pour une première année», indique M. Belley.

Initialement, le projet avait été mis sur pied afin de créer des occasions motivantes pour inciter les jeunes à s'impliquer activement au développement de leur communauté. Un an plus tard, la section scolaire bat son plein et une seconde section, communautaire celle-là, est en plein développement.



Photo: Patricia Hélie

Marc Belley et Christine Mailloux travaillent d'arrache pied pour poursuivre le développement du Centre d'entrepreneuriat de Rivière-la-Paix.

La composante scolaire

La première partie s'adresse donc aux jeunes sous forme de cours complémentaires et tente de développer leur esprit d'entrepreneurship par des projets spéciaux comme la mise sur pied d'une caisse étudiante, la production d'un journal étudiant, des expériences en milieu de travail ou la création d'un projet d'entreprise.

Pour Marc Belley, un Centre d'entrepreneuriat est un outil de développement important dans une communauté comme celle de Rivière-la-Paix. «Si on ne fait pas de développement communautaire régional pour la francophonie, les jeunes s'en vont en ville, il y a moins de population et on doit fermer des commerces, explique M. Belley. On fait donc ça dans l'idée de garder nos jeunes ici pour avoir une activité économique de plus en plus forte au niveau de la francophonie. Si mon élève démarre sa business ici, s'il travaille dans la région, il a des chances de se marier ici, d'avoir des enfants qui viendront à l'école ici, ce qui alimente la communauté francophone.»

Pour M. Belley, il est important que les jeunes comprennent que l'entrepreneurship ne tombe pas du ciel, que c'est un art qui s'apprend et que ce n'est pas «péché mortel» de vouloir faire un peu d'argent. «Ça prend des gens qui disent oui, c'est important, oui, tu es capable de le faire, indique le directeur. Ce n'est pas seulement les Américains qui sont capables. C'est juste de savoir ce qu'on aime et de l'offrir aux gens. Ce n'est pas seulement facile à dire, c'est aussi facile à faire.»

Le but du Centre d'entrepreneuriat n'est donc pas que le jeune se lance en affaires et ne poursuive pas ses études, loin de là. C'est plutôt de lui permettre de réaliser des projets spéciaux, d'acquérir une expérience en milieu de travail et de découvrir ce qu'il aimerait faire plus tard; ce qui facilite lui la tâche lorsqu'il arrive en douzième année et qu'il doit faire un choix de carrière. «On bâti une confiance, on bâti une attitude et quand ils arriveront au collège ou à l'université, ils sauront ce qu'ils veulent et vont faire leur chemin.»

Une fois leurs études complétées, les jeunes peuvent revenir au centre d'entrepreneuriat, mais cette fois dans la partie communautaire.

La composante communautaire

Encore en développement, la section communautaire s'installe tranquillement dans les locaux de l'ancienne gare fournis par la ville de Falher. Le Centre tentera donc d'aller se chercher, dans chacune des 13 communautés de la région, un francophone qui a à coeur le développement économique de sa communauté. «On va leur présenter ce qu'on veut faire afin que ceux-ci ouvrent la porte à l'idée du Centre, explique M. Belley. On veut également essayer de se donner les moyens financiers d'engager un facilitateur francophone qui va aider, confidentiellement et gratuitement, n'importe quel francophone de la région qui veut se partir en affaires. Aussi bête que ça puisse paraître, ça ne prend pas nécessairement quelqu'un qui a une expérience en démarrage d'entreprise. Ça prend quelqu'un qui a des habiletés en communication. Quelqu'un qui soit capable d'accueillir quelqu'un qui a un os dans le nez et qui porte les cheveux verts et une autre personne qui arrive vêtue d'un veston et d'une cravate puisque les projets d'entreprise peuvent varier d'un commerce de tatouage à une entreprise de haute technologie en passant par un producteur maraîcher ou un *bed and breakfast*.»

Selon M. Belley, les statistiques prouvent qu'après six mois de travail par le facilitateur, un projet d'entreprise est supposé démarrer.

Cette année, en plus de développer la composante communautaire du Centre, Marc Belley travaille à ajouter un autre volet à la section scolaire: la composante 16-28-36. Cette dernière vise plus particulièrement les élèves en difficulté au niveau scolaire. «Ce n'est pas parce qu'ils ont des difficultés au niveau académique qu'ils ne sont pas entrepreneurs, lance le directeur du projet. Je pars de la prémisse qu'on a tous une place, il suffit de la trouver. Par la nature même des difficultés de ces jeunes, ils sont concrets et pratiques. Un élève m'en a fait prendre conscience une fois: c'était un gars de la ferme; un moteur, pour lui, ça n'a pas de secret. Il a pris un cours à distance en mécanique. Il a fait le cours et c'est tout juste s'il a eu 50%. Il me dit «Marc, je n'ai rien compris.» J'ai dit ça ne se peut pas, tu en fais beaucoup plus que ça chez-vous. Il dit oui, j'ai regardé le portrait et je sais comment le faire. Mais je ne l'ai pas appris dans le livre, je l'ai appris chez-nous. Moi ça m'a frappé. Il n'apprend pas dans les livres, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise? Il n'est pas moins intelligent pour ça. C'est moi comme éducateur qui ne le prend pas de la bonne façon. C'est donc ce défi-là qu'on va tenter de relever. On se met la tête sur le billot carrément, ça peut être un échec total, mais je ne pense pas que sa arrive parce que si tu donnes à un jeune des occasions d'apprendre autrement que dans les livres, tu ne peux pas te tromper.»

C'est donc en relevant ce défi que le Centre d'entrepreneuriat de la région de Rivière-la-Paix entame sa deuxième année d'existence, une année de consolidation et d'expansion.

Dès l'automne 1998

Un baccalauréat bilingue en commerce

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

À compter de l'automne 1998, l'Université de l'Alberta offrira un baccalauréat bilingue en commerce, le premier du genre au Canada. D'une durée de quatre ans, le programme sera offert conjointement avec la Faculté Saint-Jean et la *Faculty of Business*, qui assureront chacun la prestation de la moitié des cours.

Les étudiants inscrits au baccalauréat auront ainsi la chance d'entreprendre des études postsecondaires dans les deux langues officielles conduisant à un diplôme de premier cycle en administration.

Le nouveau programme vise à répondre adéquatement aux besoins exprimés par les gens désireux d'obtenir une formation universitaire bilingue en administration, à préparer adéquatement des diplômés bilingues et enrichir la vie universitaire par une participation d'étudiants de l'extérieur de la province et du pays.

La première année du programme bilingue prendra la forme d'un programme d'études préprofessionnelles. Les étudiants suivront l'ensemble de leurs cours en français, à la Faculté Saint-Jean et, après avoir complété cette première année, ils devront s'inscrire à la Faculty of Business afin d'être inscrits dans les deux établissements pour leur deuxième année. Une fois les quatre années complétées, les étudiants auront suivit la moitié de leurs cours à la Faculté Saint-Jean et l'autre moitié à la Faculty of Business.

Le baccalauréat bilingue en commerce offre plusieurs choix de carrière à ses diplômés puisque ceux-ci auront un avantage marqué dans le secteur public, les grandes entreprises et les organismes professionnels actifs sur la scène nationale et plus particulièrement dans les domaines de la comptabilité, des finances et du marketing.

Une fête pour appuyer la démarche des premiers ministres

SUZANNE SAWYER

Calgary

Le 14 septembre dernier, les premiers ministres de neuf provinces du Canada se réunissaient au Centre McDougall de Calgary pour mettre au point ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la Déclaration de Calgary.

Pendant ce temps, les gens de Calgary étaient invités à un événement spécial qui avait lieu en après-midi à l'extérieur de l'édifice. Sur la plaza, une bannière de 22 pieds arborait un drapeau canadien entouré d'un message dans les deux langues officielles: «Premiers ministres, protégez notre pays. Canada uni pour toujours.»

Cet événement était initié par M. Roger Richard, président fondateur de l'association «CANADA UNI*TED», afin de féliciter et appuyer les premiers ministres dans leur démarche. Les membres du comité organisateur, Mmes Anita Hovinga, Tara McFadden et Suzanne Sawyer, MM Roger Richard, Ali Dasouki, Jeff Garland et Wally Harb étaient très satisfaits des résultats des activités.



Sophie Richard, Roger Richard, Suzanne Sawyer, Maurice Lorieau et Roseanne ont participé à la fête.

Le tout a commencé par une interprétation de l'hymne national par M. Maurice Lorieau, président fondateur du *Calgary Opera*, qui célèbre d'ailleurs son 25e anniversaire cette année. La bénédiction, faite par Mme Margareth Manywaters, une prêtre autochtone a suivi le chant et les Scouts et guides de Calgary ont ensuite déployé les drapeaux de toutes les provinces du Canada.

Les gens ont également eu l'occasion d'entendre la jolie voix de Roseanne, une auteure-compositeure et interprète de la Colombie-Britannique qui s'est joint à la fête. Après le référendum de 1995, la jeune femme a composé une chanson concernant l'unité canadienne et l'avenir de notre pays. Tous les profits de l'album sont versés au Club Rotary de Fernie qui appuie une multitude de projets très valables pour la jeunesse canadienne.

Par la suite, l'honorable David Hannock, ministre des Affaires intergouvernementales a prononcé quelques mots à l'intention du premier ministre Klein et de ses collègues.

Annie Bourret (APF)

Sur le bout de la langue

Pl@idoyer pour un @nglicisme

Eh ben, pour une fois, la linguiste préfère l'anglicisme au terme français... Lire des équivalents français comme inondation, arrosage, postage tous azimuts et multipostage abusif me donne envie de commencer une croisade en faveur du terme *spam* et de ses dérivés.

Ne vous méprenez pas : les termes mentionnés au paragraphe précédent sont parfaitement français. Ils sont d'ailleurs proposés par l'Office de la langue française. Et je ne militerais jamais pour remplacer **mitraillade** par *flaming* (envoyer des messages furieux, parfois obscènes, souvent vitrioliques, avec une fréquence évoquant la mitraillade — l'anglais ayant retenu la métaphore du lance-flammes).

Mais j'ai des circonstances atténuantes pour préférer spam. Tout d'abord, il s'agit d'un nom propre à l'origine, tout comme Internet (ou poubelle, silhouette et sandwiche pour n'en mentionner que quelques-uns). Le Spam, c'est de la viande en conserve vendue partout en Amérique du Nord. La valeur nutritive de ladite viande se transpose parfaitement aux messages spam : vides, sans intérêt et coûtant cher.

Plus exactement, les messages envoyés par les spammeurs font la publicité de produits, annoncent la fin du monde ou promettent de devenir riche par divers moyens comme les chaînes de lettres. Tout comme la mitraillade de messages, le spam est tout à fait contraire à l'esprit de la nétiquette.

Autre circonstance atténuante pour mon «anglicisme» : la facilité de créer des dérivés avec le mot spam (spammeur, spammeuse, spammer, antispam). Je concède qu'on peut parfaitement créer des dérivés avec inondation (inonder, inondeur, inondeuse, anti-inondation) et arrosage (arroser, arroseur, arroseuse, anti-arrosage). Avec un peu de mauvaise foi, par contre, je pense que les dérivés posteur tous azimuts (de postage tous azimuts) et multiposteuse abusive (de multipostage abusif) n'existeront jamais. Ils sont tout simplement trop longs. Quant à inondation et arrosage, ils sont déjà «occupés» sémantiquement dans notre langue, c'est-à-dire qu'ils ont déjà un sens bien concret. Pour évoquer le spam avec inondation et arrosage, il faut donc faire un effort mental de transposition. Effort que le terme spam n'exige pas en français, sans parler de sa concision.

Pour être franche, le terme spam me rappelle les cas de hot-dog et fax, aujourd'hui francisés. De chien chaud à saucipain, tous les équivalents français de hot-dog sont restés dans la gorge des francophones. Quant à fax, la partie était perdue d'avance, puisque Victor Hugo lui-même avait utilisé le mot latin *facsimile*, d'où l'anglais a tiré son abréviation fax.

Si on faisait un pari sur l'avenir de spam? Une petite recherche rapide dans le Web avec le mot-clé spam **en français** a produit 137 sites, où j'ai trouvé les dérivés anti-spam, spammer et spammeur. Avec, en prime, l'équivalent français de *junk e-mail*, le courrier-poubelle. On a francisé le terme nétiquette, on a conservé le nom propre Internet dont on a tiré l'heureux dérivé internaute. Pourquoi faire la fine bouche devant le spam?

Faites parvenir vos commentaires par courriel à ***abourret@bc.sympatico.ca*** *ou à la rédaction du journal.*

Les fonctionnaires francophones:

Moins touchés par les réductions

YVES LUSIGNAN
Ottawa

Les fonctionnaires fédéraux francophones ont été un peu moins touchés que les anglophones par la réduction de la taille de la fonction publique.

Les plus récentes données publiées par le Conseil du Trésor indiquent qu'entre le 1er avril 1996 et le 31 mars 1997, la réduction du nombre de fonctionnaires anglophones a été de 16,7 pour cent, comparativement à 13,4 pour cent chez les francophones.

Globalement, la taille de la fonction publique a diminué de 6,5 pour cent en 1996-1997 et de 13,8 pour cent depuis l'Examen des programmes fédéraux qui a débuté en 1995. Environ deux employés sur trois qui ont quitté la fonction publique ont reçu un incitatif financier ou une prime de départ.

Il faut dire que le nombre de fonctionnaires est en constante diminution depuis 1992, soit bien avant l'arrivée des libéraux au pouvoir en 1993. De 242 958 qu'il était en 1992, le nombre de fonctionnaires n'était plus que de 194 396 cinq ans plus tard.

Octobre:

Le mois de l'histoire des femmes

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

Depuis 1992, chaque année, octobre est consacré le Mois de l'histoire des femmes (MHF) afin de sensibiliser les Cana-diens aux contributions histo-riques des femmes à notre société.

L'objectif du Mois de l'histoire des femmes est de redonner à celles-ci la place qui leur revient dans l'histoire du Canada et de mieux faire comprendre les rôles joués par les femmes dans la société contemporaine. Le thème du MHF 1997 est *Les femmes en sciences et en technologie: découvertes*.

Voici d'autres réalisations passées et présentes des femmes dans les domaines des sciences et de la technologie.

*Elsie Gregory MacGill, de la Colombie-Britannique, est devenue, en 1927, la première femme à obtenir un baccalauréat ès sciences avec spécialisation en génie électrique. Pendant la seconde guerre mondiale, elle a supervisé la production du Hawker Hurricane, l'avion rendu célèbre par la bataille d'Angleterre

*Ursula Franklin, scientifique et défenseure de la paix, a été une pionnière du développement de l'archéométrie, qui applique la technique moderne de l'analyse des matériaux à l'archéologie. Elle a reçu de nombreux prix dont le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire «personne» en 1991.

*Rachel Zimmerman, de London en Ontario, a mis au point en 1990, alors qu'elle avait 13 ans, une imprimante pour les symboles Bliss, un langage international sous forme de pictogrammes qui permet aux personnes sourdes, à celles qui souffrent d'infirmité motrice cérébrale, aux victimes d'accidents cérébrovasculaires et à d'autres personnes de communiquer à l'aide d'un ordinateur.

*Dorothy Jones de Calgary est devenue, en 1994-1995, la première femme noire à assumer la présidence de la Société canadienne de recherche opérationnelle. La recherche opérationnelle est un système de gestion qui applique des méthodes scientifiques à la résolution de problèmes et à la prise de décisions.

*En 1997, Nadine Caron, en plus de devenir la première femme autochtone diplômée de l'école de médecine de la *University of British Columbia*, a terminé au premier rang de sa promotion.

*En 1997, Julie Payette, du Québec, seule femme astronaute de l'équipe canadienne, poursuit ses recherches sur les interactions entre humains et ordinateurs, les processus langagiers naturels et la reconnaissance automatique de la parole (elle étudie la manière dont les ordinateurs traitent les commandes vocales).

Dictée PGL

De quoi faire rêver les jeunes

PATRICIA HÉLIE

Edmonton

La 7è édition de *La Dictée PGL* est lancée et les écoles primaires francophones ainsi que les classes d'immersion française peuvent maintenant s'inscrire à cette activité pédagogique organisée par la Fondation Paul Gérin-Lajoie.

Les élèves et les enseignants qui participeront à l'événement courent la chance de gagner un voyage au *Kennedy Space Center* en Floride pour assister au lancement de la navette spatiale Atlantis. C'est l'astronaute canadien Steve MacLean qui a l'honneur d'agir en tant que porte-parole officiel du concours.

Inspirée par le thème *Quand les sciences rêvent à demain*, La Dictée PGL 1997-1998 fera voyager l'imagination des participants jusqu'en l'an 2025. De nouvelles activités pour chaque niveau du primaire ainsi qu'un projet spécial intitulé *L'école de l'avenir* amèneront les jeunes à la découverte des sciences, tout en leur permettant d'acquérir une meilleure maîtrise de la langue française. Le cahier pédagogique *Mon Magazine* présente plusieurs nouveautés qui feront rêver les jeunes au monde de demain.

Plus de 136 500 élèves à travers le Canada ont participé l'an dernier à La Dictée PGL et, grâce à la cueillette du partage, les 1115 écoles participantes ont amassé plus de 700 000 $. La moitié de ces fonds a permis à ces institutions de financer plusieurs de leurs projets. L'autre moitié de ces fonds a permis à ces institutions de financer plusieurs de leurs projets. L'autre moitié a permis à la Fondation Paul Gérin-Lajoie d'aider à la scolarisation de milliers d'enfants au Sénégal et au Mali. Cette année, une partie des fonds recueillis servira à financer un projet d'appui en éducation dans un troisième pays: Haïti.

La Dictée PGL est une activité pédagogique organisée en collaboration avec le ministère de l'Éducation du Québec, le ministère du Patrimoine canadien, L'industrielle Alliance, Alcan, Chrysler Canada, Hydro-Québec, Bell Canada et les marchands Métro.

L'an dernier, 17 écoles de l'Alberta, huit écoles françaises et neuf écoles d'immersion, ont participé à l'activité.

Parc national de Banff:

L'élargissement de la Transcanadienne achève

PATRICIA HÉLIE
Banff

La phase III A du projet d'élargissement de la route transcanadienne, qui porte sur un tronçon de 18 kilomètres entre l'embranchement de la route Sunshine et l'échangeur du mont Castle, dans le parc national de Banff, est maintenant terminé, sauf pour les derniers travaux d'aménagement paysager.

C'est donc l'aboutissement d'un programme de cinq ans et d'une valeur de 80 millions de dollars. Le projet avait été entrepris par le gouvernement fédéral en 1993 en vue de réduire les risques et les embouteillages sur les routes franchissant les parcs nationaux en Alberta et en Colombie-Britannique. Les travaux ont pris un an et demi et ont coûté 30 millions de dollars.

L'élargissement des tronçons de la route transcanadienne franchissant le parc national Banff doit permettre de répondre aux besoins actuels et futurs de circulation automobile. La sécurité des voyageurs et de la faune dans le plus vieux parc national du Canada a entraîné l'aménagement de structures exceptionnelles.

Le quart du budget a été consacré aux mesures d'atténuation conçues pour protéger la faune et l'environnement. Ainsi, on a construit deux passages supérieurs pour la faune, les premiers de cette envergure à être érigés en Amérique du Nord. Grâce à ces passages, les animaux auront accès à la vallée de la Bow d'un côté et de l'autre de la nouvelle route à quatre voies.

De nombreux passages souterrains et supérieurs ont été aménagés: on en compte en moyenne un par kilomètre de route. Les deux côtés de la route sont bordés d'une clôture pour réduire les risques de collision avec des animaux sauvages, les zones humides vulnérables ont été évitées et les habitats de poisson avoisinant la route ont été remis en état pour favoriser la reproduction de l'omble à tête plate, une espèce en danger de disparition. Parcs Canada suit d'ailleurs la situation pour juger de l'efficacité de ces mesures.

Société généalogique du Nord-Ouest

Une journée porte ouverte réussie



LILIANE COUTU-MAISONNEUVE
Edmonton

Plusieurs personnes se sont réunies à la Société généalogique du Nord-Ouest pour une journée porte ouverte le 24 septembre dernier. Les visiteurs ont eu la possibilité de se familiariser avec les nouveaux dictionnaires généalogiques et répertoires acquis grâce aux dons des membres, bienfaiteurs et particulièrement du regretté Eddie Goupie qui a fait don de sa collection. La conférence aura lieu le 26 novembre à 19h30 avec la conférencière Gertrude Girard. Sur la photo, on peut reconnaître M. Émilien Dupuis et Mme Mali Carson.

PETITES ANNONCES

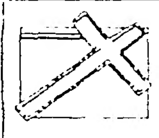
Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. Vous devez calculer 7% de TPS.
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi ^ midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 201, 8527-91e rue, Edmonton (Alberta), T6C 3N1

Distributeurs demandés. homme/ femme. Relié à l'automobile. Temps partiel/temps plein. Produit sans compétition. Investissement initial minime. En tout temps: Michel 403-457-5367 Fax: 403-939-6939 courriel: richda@junctionnet.com

AUBERGE À VENDRE À BANFF, ALBERTA
7 ch. à coucher, 5 ch. de bain, 2 salles à manger, 2 salons, cuisine, bureau, buanderie, pièce d'entreposage, pièce de récréation, garage 2 portes, près des commodités. Prix: $785,000. Licencié pour 3 ch., établi depuis 5 ans. Appeler au (403) 762-5614 (24-10)

La Fondation Fernando Girard en économie vous invite à son souper-bénéfice, le samedi 15 novembre à la salle St-Thomas, 8410-89e Rue. Pour vous procurer des billets, veuillez communiquer avec Pierre au 468-1667 ou Thérèse au 440-6946.



PRIÈRE AU ST-ESPRIT

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la PRIÈRE AU ST-ESPRIT dans LE FRANCO. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 21,40$ (TPS comprise). n'oublier pas d'inscrire vos initiales.
LE FRANCO
201, 8527-91e rue
Edmonton (Alberta)
T6C 3N1

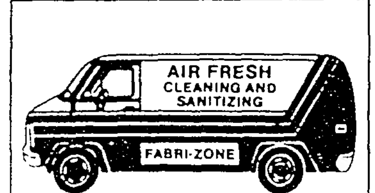
COOP d'habitation: Le quartier du collège reçoit les applications pour la location d'appartements. SVP communiquer avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (dec 97)

Le Franco
465-6581

Il faut que ça bouge !

Ballon-panier, promenade, camping, canot... les Canadiens qui s'activent tous les jours ne s'en portent que mieux ! Que ferez-vous aujourd'hui ?

Défi santé : notre responsabilité à tous! avec PARTICIPACTION



Nettoyage de tapis, fauteuils et plafonds avec le système
Fabri Zone
Tapis nettoyés, purifiés et secs en dedans de 2 heures

J.-M Cadrin
8829 - 95e Rue
Edmonton, Alberta
T6C 3W6

Service (24 heures)
426-6625
Rés.: 468-3067
Téléc: 463-2514

Abonnez-vous dès maintenant!



- ☐ **1 AN - 26,75$**
- ☐ **2 ANS - 48,15$**
- ☐ **HORS CANADA - 1 AN - 51,36$**

(TPS incluse - tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom: ....
Adresse: ....
Ville: .... **Province:** ....
Code postal: ....
Téléphone: ....

Votre chèque ou mandat de poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres moulées S.V.P.)



201, 8527 - 91e rue, Edmonton, Alberta, T6C 3N1
Téléphone: 465-6581, Télécopieur: 465-3647
Courrier électronique: lefranco@compusmart.ab.ca

Paroisses francophones

Messes du dimanche

CALGARY

Ste-Famille
1719 - 5 rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
Dimanche: 9h30

St-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Immaculée-Conception
10830-96e rue
Dimanche: 10h30

Ste-Anne
9810-165e rue
Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim
9928-110e rue
Mer., ven. et sam. 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital
4905-50e rue
Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche: à 9h30

Connelly McKinley Ltd.
Salon funéraire



10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive	256, rue Fir
St-Albert	Sherwood Park
458-2222	464-2226

Mieux vaut en rire...

Il est prouvé que le rire détend.
Il est donc bon pour la santé.
Drôle, hein ?

Défi santé : notre responsabilité à tous! avec PARTICIPACTION

Dr J. Georges Sabourin
B.A., M.D., F.R.C.S. (C)

303 Hys Centre • 11010 - 101e Rue
Edmonton, Alberta T5H 4B8

Obstétricien **Tél.: 421-4728** *Gynécologue*

DR COLETTE M. BOILEAU
DENTISTE

350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142e Rue, Edmonton, Alberta T5N 3Y6

Tél.: 455-2389

CADRIN DENTURE CLINIC
Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal
Bur.: **439-6189** Rés.: **465-3533**

DR R.D. BREAULT
• DENTISTE •

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225 - 105e Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2
Tél.: 439-3797

Dr Léonard Nobert
Dentiste

54 Rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

DUROCHER SIMPSON
AVOCATS
Service personnalisé et efficace d'une équipe d'avocats expérimentés
Contactez: Me Allan W. Damer, avocat
EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place, 10060 avenue Jasper
Tél.: 420-6850
MORINVILLE: 10201 100 avenue
Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)

McCuaig Desrochers
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre N.W.
Edmonton ab T5J 2Z1

Tél.: (403) 426-4660
Fax.: (403) 426-0982

Découvrir l'importance des sciences au Canada

La Semaine nationale des sciences et de la technologie

FRANÇOIS PAGEAU

Edmonton

Du 17 au 26 octobre 1997, les Canadiennes et Canadiens auront l'occasion de participer à des milliers d'activités se rapportant à la Semaine nationale des sciences et de la technologie. La Semaine met en lumière les réalisations du Canada et l'importance de la science, de la technologie, du génie et des mathématiques pour notre avenir.

Dix jours d'activités

Tous les ans, les Canadiens consacrent 10 jours, c'est-à-dire une « semaine métrique », à la promotion des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques au Canada. En plus d'inciter à la réflexion, cette semaine sert de prétexte au lancement de programmes axés sur les sciences et la technologie, lesquels se poursuivront tout au long de l'année. Les Canadiens sont donc invités à explorer, se divertir et prendre part aux festivités. Les activités peuvent prendre toutes sortes de formes, de la plus sérieuse à la plus loufoque; il peut s'agir, par exemple, d'exposés dans un planétarium ou de cours sur la façon de planter un clou avec une banane! Mentionnons également les expo-sciences, les concours de mathématiques et les cérémonies de remise de prix, sans oublier les jeux-questionnaires, les concours d'affiches et la construction de modèles réduits d'extraterrestres qui pourraient survivre dans un environnement différent du nôtre.

Initiatives internationales

La Semaine nationale des sciences et de la technologie est également au coeur d'activités d'envergure internationale. Industrie Canada travaille en collaboration avec la United States National Science Foundation qui organise la semaine de promotion des sciences et de la technologie aux États-Unis, dans la dernière semaine d'avril. Le ministère s'associe également au CONACYT, le Conseil national des sciences et de la technologie du Mexique. Parmi les activités entreprises en collaboration avec les États-Unis et le Mexique, mentionnons le partage de réseaux scolaires reliant les écoles des trois pays afin de participer à un projet électronique sur Internet, le parrainage d'activités mettant en lumière les réalisations canadiennes et l'élaboration de projets visant à promouvoir les sciences, la technologie et les mathématiques.

N'hésitez pas à participer aux activités de la Semaine nationale des sciences et de la technologie qui se dérouleront dans votre région. Pour plus de renseignements, veuillez visiter le site web de la Semaine nationale des sciences et de la technologie à l'adresse suivante: **rescol.ca/SNST/**

SAVEZ-VOUS QUE...

(NC)—L'histoire nous démontre que l'équité et la compréhension n'arrivent pas du jour au lendemain; elles doivent être cultivées. Il importe de promouvoir le dialogue entre les communautés francophones et anglophones. Tout dialogue requiert la confiance et le respect mutuels. Comme le dit si bien Saint-Exupéry : « On ne voit bien qu'avec le cœur. »